ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 février 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1965 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique, modifié par l'arrêté royal du 13 mai 1968", a donné le 16 avril 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e februari 1969 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1965 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België mogen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1968", heeft de 16e april 1969 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui a été établi en accord avec le délégué du Gouvernement :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 21 DECEMBRE 1965 RELATIF AUX CONDITIONS D'ENTREE, DE SEJOUR ET D'ETABLISSEMENT DES ETRANGERS EN BELGIQUE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers, modifiée par la loi du 30 avril 1964;

Vu le règlement (C.E.E.) n° 1612/68 du 15 octobre 1968 du Conseil des Communautés européennes, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

Vu la directive du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats-membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1965 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique, modifié par l'arrêté royal du 13 mai 1968;

Considérant qu'il y a lieu de mettre la réglementation en harmonie avec le règlement et la directive précités;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 5 de l'arrêté royal du 21 décembre 1965 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5, § 1er. Sur présentation du certificat d'inscription au registre des étrangers ou de la carte d'identité belge pour étranger, en cours de validité, l'étranger non-ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E. peut rentrer en Belgique :

1° par toute frontière, s'il a la nationalité liechtensteinoise, monégasque ou suisse;

2° par les frontières luxembourgeoise ou néerlandaise, s'il a une autre nationalité.

§ 2. Sur présentation de la carte d'identité belge pour étranger ou de la carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., en cours de validité, l'étranger ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E. peut rentrer en Belgique par toute frontière".

.../...

Article 2.-

L'article 9, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 mai 1968, est remplacé par la disposition suivante :

"Le visa n'est pas requis des réfugiés résidant en République fédérale d'Allemagne ou dans le Land de Berlin, au Danemark, en France, en Grande-Bretagne, en Islande, en Italie, au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas, en Suède ou en Suisse, lorsqu'ils sont porteurs d'un titre de voyage pour réfugié, en cours de validité, délivré par les autorités d'un de ces pays".

Article 3.-

L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19. Le permis d'établissement prévu par l'article 2, C, de la loi du 28 mars 1952 est constaté par la carte d'identité belge pour étranger ou par la carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E.

Ces documents sont délivrés par l'administration communale : la carte d'identité, sur permission du Ministre de la Justice; la carte de séjour, après vérifications préalables par le même Ministre.

La validité de ces documents est fixée à cinq ans; celle de la carte d'identité peut être de durée moindre si la situation de l'étranger le justifie.

Les documents précités peuvent être renouvelés par anticipation aux conditions déterminées par les articles 28 et 29. Le renouvellement en a lieu pour cinq ans et se fait sur simple demande.

.../...

L'administration communale est tenue de se conformer aux instructions de l'Administration de la sûreté publique".

Article 4.-

A l'article 24 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :
"§ 1er. L'étranger est tenu de se présenter, même sans convocation, à l'administration communale où il est inscrit, pour faire proroger ou renouveler son certificat d'inscription au registre des étrangers ou faire renouveler sa carte d'identité belge pour étranger ou sa carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E.";

2° le début du § 2 est remplacé par la disposition suivante:
"Dispense de demander la prorogation ou le renouvellement du certificat d'inscription,de la carte d'identité ou de la carte de séjour précités est accordée: ...";

3° le début du § 3 est remplacé par la disposition suivante :
"L'étranger est tenu de faire remplacer son certificat d'inscription au registre des étrangers, sa carte d'identité belge pour étranger, sa carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., son attestation d'immatriculation ou tout autre document de séjour: ... ".

Article 5.-

L'article 26, § 2, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"L'étranger qui transfère sa résidence d'une région linguistique dans une autre est tenu de faire remplacer son certificat d'inscription au registre des étrangers, sa carte d'identité belge pour étranger ou sa carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., chaque fois que ce transfert rend nécessaire l'établissement du titre dans une autre langue. Mention du remplacement est faite sur le nouveau titre. La date d'expiration du nouveau titre est celle qui était mentionnée sur le titre remplacé".

Article 6.-

L'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 mai 1968, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 27. Le certificat d'inscription au registre des étrangers, la carte d'identité belge pour étranger, la carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., l'attestation d'immatriculation ou tout autre document belge de séjour est retiré à l'étranger à qui une mesure d'éloignement du pays est notifiée ou qui déclare quitter le pays sans esprit de retour.

Le certificat d'inscription, la carte d'identité et la carte de séjour, cités à l'alinéa 1er, perdent leur validité dès que le titulaire réside plus de six mois hors de Belgique, à moins qu'il n'ait satisfait aux obligations prévues à l'article 28".

.../...

Article 7.-

L'article 28 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 mai 1968, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 28. § 1er. L'étranger titulaire du certificat d'inscription au registre des étrangers, de la carte d'identité belge pour étranger ou de la carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., est tenu, lorsqu'il désire quitter le pays et y revenir après une absence de plus de six mois, d'en informer l'administration communale avant son départ et de prouver qu'il conserve en Belgique le centre de ses intérêts.

§ 2. L'étranger qui a l'intention de s'absenter du pays pour une durée supérieure à celle restant à courir de son certificat d'inscription, de sa carte d'identité ou de sa carte de séjour, et désire y maintenir sa résidence, est tenu de demander, avant son départ, la prorogation ou le renouvellement anticipatifs du document, et de prouver qu'il conservera en Belgique le centre de ses intérêts".

Article 8.-

A l'article 29 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"L'administration communale est autorisée à proroger d'un an, par anticipation, le certificat d'inscription au registre des étrangers au cours du second semestre de sa validité; elle est autorisée à renouveler, par anticipation, la carte d'identité belge pour étranger ou la carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., au cours du dernier semestre de leur validité, dans le cas décrit à l'article 28, § 2, ou à la demande de l'étranger pour autant que cette formalité soit nécessaire à l'obtention d'un visa";

.../...

2° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

"Par dérogation aux articles 17 et 19, le certificat d'inscription, la carte d'identité ou la carte de séjour, visés à l'alinéa 1er, peuvent avoir une durée de validité supérieure respectivement à un an ou à cinq ans lorsqu'ils sont prorogés ou renouvelés par anticipation".

Article 9.-

L'article 31 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 31. Le certificat d'inscription au registre des étrangers, la carte d'identité belge pour étranger, la carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., l'attestation d'immatriculation, le laissez-passer spécial pour certaines femmes d'origine belge et la carte de nomade sont conformes aux modèles fixés aux annexes III, IV, IVbis, V, VI et VII.

Les certificats d'inscription, les cartes d'identité et les cartes de séjour, visés à l'alinéa 1er, sont fournis aux administrations communales par le Ministre de la Justice et munis, préalablement à leur envoi aux communes, d'un numéro d'ordre apposé par le Ministère".

Article 10.-

§ 1er. L'intitulé du chapitre III du même arrêté est remplacé par le suivant :
"Chapitre III. - Dispositions relatives aux étrangers ressortissants des Etats-membres de la C.E.E. et aux membres de leur famille ainsi qu'aux étrangers membres de la famille d'un Belge".

..../...

§ 2. L'intitulé de la section 1ère du même chapitre est remplacé par le suivant :

"Section 1ère. Dispositions relatives à l'entrée".

Article 11.-

L'article 34, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Pour un séjour de plus de trois mois, l'autorisation de séjour provisoire est requise de l'étranger, à moins qu'il ne s'agisse :

1° du conjoint ou des descendants de moins de 21 ans ou à charge de la personne considérée;

2° des ascendants de cette même personne et de son conjoint, qui sont à sa charge".

Article 12.-

L'article 39 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39.- § 1er. Sauf si des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique s'y opposent, le permis d'établissement est de droit pour le ressortissant allemand, français, italien, luxembourgeois ou néerlandais.

§ 2. Sous réserve des dispositions de l'article 34, ont le droit de s'installer avec le ressortissant visé au § 1er :

1° son conjoint et leurs descendants de moins de 21 ans ou à charge;

2° ses ascendants et ceux de son conjoint, qui sont à sa charge.

.../...

§ 3. Sous réserve des dispositions de l'article 34, ont le droit de s'installer :

1° le conjoint d'un Belge et leurs descendants de moins de 21 ans ou à charge;

2° leurs ascendants qui sont à leur charge".

Article 13.-

L'article 40 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes, qui forment une section 3, insérée dans le chapitre III :

"Section 3. Dispositions particulières aux travailleurs ressortissants des Etats-membres de la C.E.E.

Article 40. La carte de séjour de ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E., document constatant le droit de séjour, ne peut être délivrée qu'aux bénéficiaires des dispositions de la présente section.

Article 40 bis. Conformément à l'article 10 du règlement (C.E.E.) n° 1612/68 du 15 octobre 1968, ont le droit de s'installer avec le travailleur ressortissant d'un Etat-membre de la C.E.E. ou le travailleur belge à condition qu'ils aient satisfait aux conditions d'entrée en Belgique :

1° son conjoint et leurs descendants âgés de moins de 21 ans ou à charge;

2° les ascendants de ce travailleur et de son conjoint, qui sont à sa charge".

.../...

Article 40ter. Une attestation d'immatriculation d'une durée de validité limitée à la durée de l'emploi est délivrée au travailleur occupant un emploi pendant une durée supérieure à trois mois et inférieure à un an au service d'un employeur ou pour le compte d'un prestataire de service.

Le même document est délivré au travailleur saisonnier occupé pour une durée supérieur à trois mois.

Article 40quater. Doivent signaler leur présence à l'administration communale :

1° le travailleur qui exerce une activité salariée d'une durée prévue ne dépassant pas trois mois. L'intéressé doit produire le document sous le couvert duquel il a pénétré en Belgique et une déclaration de l'employeur indiquant la durée prévue de l'emploi. Toutefois, la déclaration de l'employeur n'est pas exigée dans le cas des travailleurs bénéficiaires de la directive C.E.E. du 25 février 1964 concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités d'intermédiaires du commerce, de l'industrie et de l'artisanat;

2° le travailleur qui, tout en ayant sa résidence sur le territoire d'un autre Etat-membre où il retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine, est occupé en territoire belge;

3° le travailleur saisonnier lorsqu'il est titulaire d'un contrat de travail visé par l'autorité compétente belge et qu'il exerce son activité en Belgique pendant moins de trois mois.

.../...

Article 40quinquies. La carte de séjour en cours de validité ne peut être retirée au travailleur du seul fait qu'il n'occupe plus d'emploi, soit que l'intéressé ait été frappé d'une incapacité temporaire de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, soit qu'il se trouve en situation de chômage involontaire dûment constatée par le bureau de main-d'oeuvre compétent.

Article 40sexies. Lors du premier renouvellement, la durée de validité de la carte de séjour peut être limitée, sans pouvoir être inférieure à une période de douze mois, lorsque le travailleur se trouve dans une situation de chômage involontaire depuis plus de douze mois consécutifs".

Article 14.-

Dans l'annexe I du même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 13 mai 1968, sont insérées, à leur place alphabétique, les dispositions suivantes :

"Gambie" "passeport gambien en cours de validité".

"Haute-Volta" "passeport de Haute-Volta en cours de validité".

Article 15.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

.../...

Article 16.-

Les cartes d'identité belges pour étranger, délivrées aux travailleurs ressortissant des Etats-membres de la C.E.E. bénéficiaires du chapitre III, section 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 1965, et en cours de validité au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, conservent leur validité jusqu'à leur prochaine échéance.

Article 17.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

De Raad van State stelt de volgende tekst voor, die opgemaakt is in overleg met de gemachtigde van de Regering :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 21 DECEMBER 1965 BETREFFENDE DE VOORWAARDEN WAARONDER VREEMDELINGEN BELGIE MOGEN BINNENKOMEN, ER VERBLIJVEN EN ER ZICH VESTIGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie, gewijzigd bij de wet van 30 april 1964 ;

Gelet op de verordening (E.E.G.) nr. 1612/68 van 15 oktober 1968 van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap ;

Gelet op de richtlijn van 15 oktober 1968 inzake de opheffing van de beperkingen van de verplaatsing en het verblijf van de werknemers der Lid-Staten en van hun familie binnen de Gemeenschap ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1965 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België mogen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1968 ;

.../..

Overwegende dat de reglementering in overeenstemming dient te worden gebracht met genoemde verordening en richtlijn ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 december 1965 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België mogen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5, § 1. Op vertoon van een geldig bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister of van een geldige Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen, mag de vreemdeling die geen onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G. is, naar België weerkeren :

1° over elke grens indien hij een onderdaan van Monaco, Liechtenstein of Zwitserland is ;

2° over de Luxemburgse of Nederlandse grens, indien hij van een andere nationaliteit is.

§ 2. Op vertoon van een geldige Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen of van een geldige verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G., mag de vreemdeling die onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G. is, over elke grens naar België weerkeren".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 9, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1968, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het visum wordt van in Denemarken, de Duitse Bondsrepubliek of het Land Berlijn, Frankrijk, Groot-Brittannië, IJsland, Italië, Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Zweden of Zwitserland verblijvende vluchtelingen niet geëist wanneer zij houder zijn van een geldig, door de autoriteiten van één dezer landen afgegeven reisbewijs voor vluchtelingen".

Artikel 3.-

Artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 19.- De vestigingsvergunning bedoeld in artikel 2, C, van de wet van 28 maart 1952 moet blijken uit de Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen of uit de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G.

Deze documenten worden afgegeven door het gemeentebestuur : de identiteitskaart met verlof van de Minister van Justitie, de verblijfskaart na voorafgaande verificaties door dezelfde Minister.

Deze documenten zijn vijf jaar geldig ; de geldigheidsduur van de identiteitskaart kan korter zijn als de toestand van de vreemdeling het wettigt.

. ../...

Genoemde documenten kunnen vooruit vernieuwd worden onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 28 en 29. De vernieuwing wordt toegestaan voor vijf jaar, op gewone aanvraag.

Het gemeentebestuur moet zich gedragen naar de onderrichtingen van de Administratie van de openbare veiligheid".

Artikel 4.-

In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Zelfs zonder dat hij wordt opgeroepen, is de vreemdeling gehouden zich bij het gemeentebestuur waar hij ingeschreven is, aan te melden, om zijn bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister te doen verlengen of vernieuwen of om zijn Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen of zijn verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G. te doen vernieuwen" ;

2° het begin van § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Verlenging of vernieuwing van het bewijs van inschrijving, van de identiteitskaart of van de verblijfskaart, hoeft niet te worden aangevraagd door : ..." ;

3° het begin van § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De vreemdeling is gehouden zijn bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, zijn Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen, zijn verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G., zijn attest van immatriculatie of enig ander verblijfsdocument te doen vervangen : ...".

Artikel 5.-

Artikel 26, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De vreemdeling die zijn verblijfplaats overbrengt van een taalgebied naar een ander, moet zijn bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, zijn Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen of zijn verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G. laten vervangen telkens als die overbrenging het noodzakelijk maakt het stuk in een andere taal te stellen. Van die vervanging wordt op het nieuwe stuk melding gemaakt. De vervaldatum van het nieuwe stuk is die welke op het vervangen stuk staat aangegeven".

Artikel 6.-

Artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1968, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 27.- Het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, de Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen, de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G., het attest van immatriculatie of enig ander Belgisch verblijfsbewijs wordt ontnomen aan de vreemdeling aan wie kennis wordt gegeven van een maatregel tot verwijdering uit het land of die verklaart het land te verlaten zonder het voornemen om er terug te keren.

.../...

Het bewijs van inschrijving, de identiteitskaart en de verblijfskaart, bedoeld in het eerste lid, worden ongeldig zodra de houder meer dan zes maanden buiten België verblijft, tenzij hij aan de in artikel 28 bepaalde verplichtingen heeft voldaan".

Artikel 7.-

Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1968, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 28.- § 1. De vreemdeling die houder is van het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, van de Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen of van de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G., en het land wenst te verlaten om er terug te keren na een afwezigheid van meer dan zes maanden, is gehouden het gemeentebestuur daarvan kennis te geven vóór zijn vertrek en te bewijzen dat zijn hoofdbelangen in België gevestigd blijven.

§ 2. De vreemdeling die voornemens is langer uit het land afwezig te zijn dan zijn bewijs van inschrijving, zijn identiteitskaart of zijn verblijfskaart nog loopt, en er zijn verblijfplaats wenst te behouden, is gehouden de vervroegde verlenging of vernieuwing van dat stuk aan te vragen vóór zijn vertrek en te bewijzen dat zijn hoofdbelangen in België gevestigd blijven".

.../...

Artikel 8.-

In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het gemeentebestuur mag het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister in de loop van het tweede semester van zijn geldigheidsduur vooruit verlengen met één jaar, het mag de Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen of de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G. in de loop van het laatste semester van haar geldigheidsduur vooruit vernieuwen, in het door artikel 28, § 2, beschreven geval of op aanvraag van de vreemdeling indien deze formaliteit nodig is om een visum te bekomen";

2° het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In afwijking van de artikelen 17 en 19 mogen het bewijs van inschrijving, de identiteitskaart en de verblijfskaart, bedoeld in het eerste lid, een langere geldigheidsduur dan onderscheidenlijk een jaar of vijf jaar hebben wanneer zij vooruit verlengd of vernieuwd worden".

Artikel 9.-

Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 31. Het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, de Belgische identiteitskaart voor vreemdelingen, de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G., het attest van immatriculatie, het bijzonder doorlaatbewijs voor bepaalde vrouwen van Belgische afkomst en de zigeunerskaart worden opgemaakt naar het in de bijlagen III, IV, IVbis, V, VI en VII bepaalde model.

.../...

De bewijzen van inschrijving, de identiteitskaarten en de verblijfskaarten, bedoeld in het eerste lid, worden door de Minister van Justitie aan de gemeentebesturen bezorgd; vooraleer ze naar de gemeenten worden verzonden, wordt er door het Ministerie een volgnummer op aangebracht".

Artikel 10.-

§ 1. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt door het volgende vervangen :

"Hoofdstuk III. - Bepalingen betreffende vreemdelingen die onderdaan zijn van Lid-Staten van de E.E.G., hun familieleden, en vreemdelingen die familielid zijn van een Belg".

§ 2. Het opschrift van afdeling 1 van hetzelfde hoofdstuk wordt door het volgende vervangen :

"Afdeling 1. - Bepalingen betreffende de binnenkomst".

Artikel 11.-

Artikel 34, § 3, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. Voor een verblijf van meer dan drie maande mmoet de vreemdeling in het bezit zijn van een machtiging tot voorlopig verblijf; zulks geldt echter niet :

1° voor zijn echtgenoot of zijn bloedverwanten in de nederdalende lijn beneden de 21 jaar of ten laste van betrokkene;

2° voor bloedverwanten in de opgaande lijn van diezelfde persoon en van zijn echtgenoot, die te zijnen laste zijn".

.../...

Artikel 12.-

Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39. § 1. Tenzij redenen van openbare orde, openbare veiligheid of volksgezondheid zich ertegen verzetten, is de vestigingsvergunning verplicht voor Duitse, Franse, Italiaanse, Luxemburgse of Nederlandse onderdanen.

§ 2. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 34 mogen zich vestigen met een onderdaan als bedoeld in § 1 :

1° zijn echtgenoot en hun bloedverwanten in de nederdalende lijn beneden de 21 jaar of ten laste;

2° zijn bloedverwanten in de opgaande lijn en die van zijn echtgenoot, die te zijnen laste zijn.

§ 3. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 34, mogen zich vestigen :

1° de echtgenoot van een Belg en hun bloedverwanten in de nederdalende lijn beneden de 21 jaar of ten laste;

2° hun bloedverwanten in de opgaande lijn die te hunnen laste zijn".

Artikel 13.-

Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen, die een afdeling 3 vormen, ingevoegd in hoofdstuk III :

"Afdeling 3. - Bepalingen eigen aan werknemers die onderdaan zijn van Lid-Staten der E.E.G.

.../...

Artikel 40. De verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G., tot vaststelling van het recht van verblijf, mag alleen worden afgegeven aan hen die voor het bepaalde in deze afdeling in aanmerking komen.

Artikel 40bis. Overeenkomstig artikel 10 van de verordening (E.E.G.) nr. 1612/68 van 15 oktober 1968 mogen zich met de werknemer die onderdaan is van een Lid-Staat der E.E.G. of met de Belgische werknemer vestigen, op voorwaarde dat zij aan de vereisten voor het binnenkomen in België hebben voldaan :

1° zijn echtgenoot en hun bloedverwanten in de nederdalende lijn beneden de 21 jaar of ten laste;

2° de bloedverwanten in de opgaande lijn van die werknemer en van zijn echtgenoot, die te zijnen laste zijn.

Artikel 40ter. Een attest van immatriculatie, waarvan de geldigheidsduur wordt beperkt tot de duur van de tewerkstelling, wordt afgegeven aan de werknemer die gedurende meer dan drie maanden, doch minder dan een jaar werkzaam is in dienst van een werkgever of voor rekening van een persoon die diensten verricht.

Hetzelfde document wordt afgegeven aan de seizoenarbeider die voor meer dan drie maanden is tewerkgesteld.

Artikel 40quater. Bij het gemeentebestuur moeten zich aanmelden :

1° de werknemer die arbeid in loondienst verricht waarvan de te verwachten duur niet meer dan drie maanden beloopt. Betrokkene moet het document overleggen op vertoon waarvan hij België heeft betreden, en een verklaring van de werkgever waarin de te verwachten tijd van tewerkstelling is vermeld. Die verklaring is echter niet vereist voor werknemers op wie de richtlijn E.E.G. van 25 februari 1964 betreffende de

.../...

verwezenlijking van de vrijheid van vestiging en van het vrij verrichten van diensten voor de werkzaamheden van tussenpersonen in handel, industrie en ambacht van toepassing is;

2° de werknemer wiens woonplaats zich weliswaar op het grondgebied van een andere Lid-Staat bevindt en die er in beginsel dagelijks of ten minste eenmaal per week terugkeert, maar die tewerkgesteld is op het grondgebied van België;

3° de seizoenarbeider die houder is van een arbeidsovereenkomst, gewaarmerkt door de bevoegde Belgische overheid en zijn arbeid in België gedurende minder dan drie maanden verricht.

Artikel 40quinquies._ De nog geldige verblijfskaart kan niet worden ingetrokken enkel op grond van het feit dat de werknemer niet langer tewerkgesteld is, doordat hij als gevolg van ziekte of ongeval tijdelijk arbeidsongeschikt is, ofwel doordat hij onvrijwillig werkloos is en dit naar behoren is geconstateerd door de bevoegde dienst voor de arbeidsvoorziening.

Artikel 40sexies. Bij de eerste verlenging kan de geldigheidsduur van de verblijfskaart, indien de werknemer sinds meer dan twaalf opeenvolgende maanden onvrijwillig werkloos is, worden beperkt tot een tijdvak dat niet minder dan twaalf maanden mag belopen".

Artikel 14.-

In bijlage I van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 mei 1968, worden naar de volgorde van het alfabet, de volgende bepalingen ingevoegd :

"Boven-Volta"	"Paspoort van Boven-Volta waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is".
"Gambia"	"Gambiaans paspoort waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is".

.../...

Artikel 15.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 16.-

De bij de inwerkingtreding van dit besluit nog geldige Belgische identiteitskaarten voor vreemdelingen, afgegeven aan werknemers die onderdaan zijn van Lid-Staten der E.E.G. en op wie hoofdstuk III, afdeling 3, van het koninklijk besluit van 21 december 1965 toepassing vindt, blijven geldig tot hun eerstkomende vervaldag.

Artikel 17.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te, de

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : R. PIRSON, assesseurs de la
de Heren : F. RIGAUX, section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.E. JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.